

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Fermeture

Pentair Valves & Controls est un groupe étatsunien de premier plan mondial dans le secteur de la robinetterie industrielle. Ses dirigeants ont annoncé le 16 décembre la fermeture de l'usine Pentair Griss de Ham et 132 licenciements, 49 licenciements sur le site de distribution de Saint-Ouen-l'Aumône et 25 à Armentières.

Perte de marchés ? Difficultés financières ? Non ! L'usine de Ham a fait 4 millions d'euros de bénéfices en 2015 et a enregistré 12 millions d'euros de commande pour janvier 2016. Comme toujours, fermeture d'usine et licenciements auront des effets en chaîne sur d'autres entreprises et sur les commerces du département.

La direction de Pentair s'en moque. Prétextant des difficultés au niveau mondial, elle veut délocaliser son usine de Ham en Chine et déplacer en Allemagne les activités d'entrepôt de Saint-Ouen-l'Aumône.

Depuis trente ans, les gouvernements de droite et de gauche favorisent les investissements étrangers en France. Ce sont les salariés français qui subissent depuis trente ans les conséquences de la perte de contrôle de nos activités industrielles et de l'emploi.

Démographie

Prévisions et enjeux

p. 6-7

Expatriés

Les Français
de l'étranger

p. 2

Idées

Serge
Bonnet

p. 9

Les Français de l'étranger

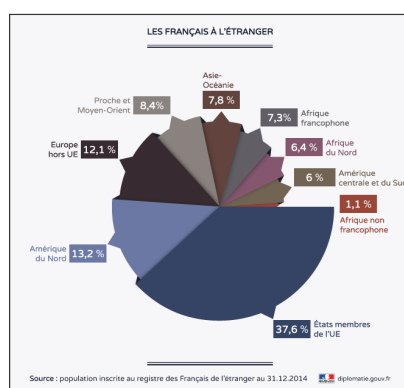
La croissance du nombre d'expatriés français est indéniable. Bien que la tendance ne soit pas récente, il faut reconnaître qu'elle subit une accélération depuis plusieurs années déjà. Notons tout de même qu'il est difficile d'établir des statistiques exactes sur cette population puisque les expatriés se déclarent rarement à l'administration.

Le XXI^e siècle est celui de toutes les mobilités. Les capitaux, les marchandises et les personnes circulent de plus en plus librement sur l'ensemble de la planète. Il est toutefois notable que les destinations privilégiées sont toujours les mêmes : Europe et Amérique du Nord. Certes, une partie des retraités déménage dans les pays du Maghreb notamment pour trouver un climat plus doux et un coût de la vie plus faible mais la majorité des Français de l'étranger, constituée de jeunes actifs diplômés, s'expatrie pour des raisons professionnelles.

En effet, plus de la moitié des émigrés ont validé au minimum un master ou un doctorat alors qu'en Métropole, moins de 12 % des Français disposent d'un diplôme d'études supérieures selon une étude de l'Insee. Ce n'est plus tant les contrats d'expatriation ou de détachement qui sont en cause mais bien plus le manque d'opportunité en France pour un jeune diplômé. Dans un État qui vante le mérite des grandes écoles et des classements tout en accusant les conséquences d'une crise économique, il est difficile pour un jeune d'obtenir un poste à la hauteur de

ses connaissances et qualifications. Cela explique pourquoi 80 % des personnes qui s'expatrient depuis 2006 sont âgées de moins de 30 ans.

Les pays d'accueil offrent des emplois plus intéressants à ces actifs et souvent bien mieux rémunérés. Autres raisons du départ, les possibilités d'évolutions de carrière. De même, le poids de la hiérarchie en France et les années d'expérience justifient les affectations bien plus



que les compétences réelles, le salarié devra donc se montrer patient avant de se voir offrir des opportunités d'évolution. Tout cela justifie donc l'expatriation des jeunes actifs.

L'émigration a été encouragée depuis plus de vingt ans par les pouvoirs politiques européens. Les programmes d'échange comme le Programme d'Action Européen pour la Mobilité des Étudiants (ERASMUS) connaissent un franc succès et ouvrent les étudiants aux cultures et aux langues étrangères. Les expatriés quittent donc plus tôt le territoire français et pour plus longtemps. Les couples mixtes, l'entrepreneuriat et le développement des start-ups encouragent les jeunes à prendre

des risques tout en établissant des plans sur le long terme.

Toutefois, il semble aujourd'hui difficile de convaincre un expatrié de revenir travailler en France. Pourtant, il est manifeste que ce n'est pas à cause d'un rejet de la France ou de ce qu'elle représente mais bien plus pour des raisons matérielles. La majorité continue à participer aux élections nationales même si cela fait plus de dix ans qu'ils ne sont pas rentrés en France. Ils se sentent donc bien français. Alors pourquoi est-ce que 55 % des expatriés ne souhaitent pas rentrer dans les cinq prochaines années ?

Un Français à l'étranger percevra un salaire plus élevé qu'un autre travailleur résidant en métropole pour des qualifications identiques. Cela ajouté au fait que les conditions de vie ont nettement progressé sur l'ensemble de la planète (notamment sur le continent asiatique qui semble de plus en plus attractif pour nos expatriés) pousse les émigrés à s'installer durablement. Sept pour cent seulement des Français à l'étranger évoqueraient des raisons fiscales, selon le rapport d'Hélène Conway-Mouret. (1)

La France offre malgré tout de bonnes raisons de retour. En effet, le système scolaire peu coûteux, la qualité des prestations de santé et leur faible coût, la stabilité politique sont autant d'arguments qui peuvent convaincre un expatrié de rentrer vivre sur le territoire ou bien un immigré de venir s'y installer. En effet, de nombreux étudiants et travailleurs étrangers viennent s'établir en France et participer à l'innovation et à la recherche.

Il est pourtant souhaitable de voir nos émigrés rentrer en apportant avec eux le savoir-faire et les connaissances acquises par leur expérience hors de France. Manuel Valls a décidé de tout faire pour les attirer en France et les garder dans le capital français.

Yvonne RICHTHOFEN

(1) http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/relations_internationales/Expatries/PDF/Rapport_retour_en_France_Conway_juillet_2015.pdf

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Fermeture - P 2 : Expatriés : Les Français de l'étranger - P 3 : Chiroptères : Le chauve sourit - P 3 : Écho des revues : Dialectiques « djihadistes » - P 4 : Marketing : Le mensonge des postulats des économistes - P 5 : Russie : Pax kremlinale - P 5 : Brèves : Turquie, Barbade, Russie, Liechtenstein - P 6-7 : Démographie : Une réduction volontaire des naissances - P 8 : Relations internationales : L'histoire ou la fatalité ? - P 9 : En mémoire du frère Serge Bonnet - P 10 : Littérature : Qui a peur de Matzneff ? - P 10 : Religion : Lacordaire - P 11 : Famille de France - Les Mercredis de la NAR - La nation et l'universel - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : Grosses bévues

Le chauve sourit

Même si mon titre est un mauvais calembour spécialement adapté au niveau de la pré-campagne présidentielle, le maire de Bordeaux, fin lettré, appréciera qu'on évoque Jean de La Fontaine pour qualifier sa stratégie.

La fable appropriée, c'est *La chauve-souris et les deux belettes*. On se souvient que le rusé chiroptère échappa à une première belette en plaidant « je suis Oiseau : voyez mes ailes » et en affirmant au second mustélide affamé : « Je suis Souris : vivent les Rats. » Preuve que la bestiole avait l'identité heureuse comme disait Alain Juppé, lorsqu'il amorçait l'esquisse de sa pré-campagne.



Le bonhomme, raillé par des millions de Français lors du juppéthon de 1995 et chassé par les manifestants en colère, condamné pour délits financiers en 2004 et coresponsable de la guerre de Libye, se présente comme un homme aussi jeune que droit dans ses bottes. Pour convaincre les électeurs de droite, l'actuel maire de Bordeaux a conçu une stratégie géniale, exécutée en deux moments.

Le moment Oiseau : voyez mes ailes centristes. C'est le moment de l'approbation du mariage pour tous, de « l'identité heureuse », des « accommodements raisonnables » sur le communautarisme, des gentilles pour François Bayrou. De quoi séduire, au-delà du centre, toute une gauche libérale-libertaire... Les braves gens ayant été séduits et conquis, il était temps de passer à l'étape suivante.

Le moment Souris : vivent les Rats. C'est ce que les médias ébaubis appellent le « tournant droitier » du génie bordelais. C'est la souris qui rugit et réclame des quotas d'immigration votés par le Parlement, le durcissement du regroupement familial et autres mesures xénophobes mille fois proclamées pour attirer les droitistes et subjugué les électeurs du Front national. Bien sûr, si Alain Juppé était élu, il ne ferait pas plus que Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy : des discours provocateurs, deux ou trois lois inutiles et vexatoires mais qui fournissent la matière à des polémiques enflammées. C'est là que le chauve sourit car ces polémiques font oublier l'essentiel.

Notre bon La Fontaine se moquait de l'opportunisme (« Le sage dit, selon les gens : Vive le Roi ! vive la Ligue. ») mais il ne pouvait pas imaginer le phénomène transgenre. Car la chauve-souris, en notre monde, peut se muer en belette. Une belette ultra-libérale qui veut bouffer toutes les volailles, socialistes et droitistes mais qui n'est pas aussi libre que le mustélide. Cette belette ressemble au chien de la fable, dont on a coupé les oreilles : vilain, méchant, mais efficace pour la défense de ses intérêts et le service de son maître.

En clair : le semillant Juppé ne fera rien comme le divin Marché.

Sylvie FERNOY

Dialectiques « djihadistes »

Deux revues que nos « décideurs » indécis et souvent ignorants devraient lire pour connaître et comprendre Daech afin de mettre en œuvre des stratégies appropriées.

D'abord le numéro hors-série du *Courrier international* (1) consacré au prétendu « État islamique » et composé d'articles substantiels de la presse étrangère. Dans *L'Orient-Le Jour*, Anthony Samrani constate que « la propagande de l'EI repose essentiellement sur deux mythes. Le premier est spectaculaire et mortifère, et attire les jeunes avides de violence autant qu'il effraie les populations ennemies. Le deuxième est d'ordre géopolitique. L'EI utilise la théorie du choc des civilisations entre l'Islam et l'Occident, renforçant ainsi les préjugés essentialistes, pour justifier ces appels à la guerre contre l'Occident. » Samuel Huntington retourné contre les États-Unis, c'est ce qui s'appelle de la dialectique ! Mais cette dialectique « djihadiste » s'inscrit dans une contradiction puisque, nous dit Anthony Samrani, la priorité de Daech c'est la lutte contre le chiisme...



Sur le même sujet, le dossier présenté par *Diplomatie* (2) mérite d'être lu et conservé : de bons spécialistes présentent tous les aspects de l'islamisme politique. Le rôle de l'Arabie séoudite, du Qatar et du Koweït dans le financement du « djihadisme » est très solidement analysé. Ne pouvant citer qu'un seul article, et une infime partie de celui-ci, je retiens l'enquête de Mohamed-Ali Adraoui, chercheur à l'université de Singapour, sur les « djihadistes » européens. Là aussi, nous sommes confrontés à une dialectique mortifère.

Les jeunes gens qui rejoignent Daech, nous explique le chercheur, sont les enfants d'une modernité qu'ils récusent comme trop aseptisée au profit d'une vision cosmique du monde - celle de l'islamisme du prétendu califat. Le rejet de l'islam cultivé dans maints discours accroît l'attrait pour l'idéologie qui se présente comme le pur islam. Là encore, il y a une dialectique qui se déploie selon un mot d'ordre familier : *agir local* dans le petit espace des fraternités militantes et *penser global* en vue de l'islamisation de la planète. Mohamed-Ali Adraoui souligne enfin que l'engagement « djihadiste » est sans relation avec la culture d'origine. « Fasciné par la légitimation et l'usage de la violence, c'est avant tout la capacité d'agir sur le monde et de faire valoir un statut d'élite qui alimente cet engagement. » Il est inutile de plaider auprès de ces jeunes en faveur de l'islam traditionnel : la lutte est d'ordre politique.

Jacques BLANGY

(1) « *Daech, La menace planétaire* », Octobre-novembre-décembre 2015, prix public : 8,50 €.

(2) *Diplomatie - Djihadisme, nouvelle menace mondiale*, n° 77 Novembre-décembre 2015, prix public : 8,95 €.

Le mensonge des postulats des économistes

Le marketing désigne l'analyse des besoins des consommateurs et l'ensemble des moyens d'action utilisés par les organisations pour influencer leur comportement. Bien vendre un produit, un service c'est savoir l'adresser à un public ciblé de la meilleure des manières.

Le « Nudge » désigne littéralement le « coup de pouce ». Le « Nudge marketing » a pour vocation d'agir sur les bons leviers de consommation répondant, par exemple, aux préoccupations suivantes : - comment doubler les ventes d'un produit de grande consommation sans modifier son prix ni son *packaging* ou son emplacement en magasin ? - comment améliorer l'efficacité d'une campagne de santé publique ou déterminer la population et sa consommation d'énergie sans dépenser le moindre centime ?

Éric Singler, auteur de l'ouvrage *Nudge marketing*, (1) praticien, professeur à l'INSEAD, à HEC, à Paris-Dauphine et l'ENA, est reconnu comme l'un des tout meilleurs experts mondiaux du « Nudge marketing ».

Quels sont ces leviers ?

Aucune magie n'est à chercher. Tout au contraire. Le « Nudge marketing » s'inspire de quarante années de travaux, scientifiques, et d'expériences des économistes du comportement (« behavioral economists ») dont ceux de Maurice Allais. Ces travaux s'opposent catégoriquement aux principes fondateurs des économistes classiques et néoclassiques qui considèrent l'homme comme un être de pure raison. Ce « sur-homme » est ainsi capable, « ayant défini un objectif parfaitement clair, de maximiser sa satisfaction personnelle au travers des décisions qu'il prend et du comportement qu'il adopte. Pour ce faire, il dispose de capacités mentales qui lui permettent à la fois d'avoir une connaissance parfaite de l'ensemble

des options possibles d'un choix mais aussi d'évaluer précisément - et à partir de capacités de calcul illimitées - la valeur de chaque option afin d'identifier la meilleure. Toute décision qu'il prend résulte d'un arbitrage rationnel entre les bénéfices et les coûts attendus de chaque solution en vue d'identifier la meilleure, celle qui maximise son utilité », disent ces économistes classiques. « **Superman** est également cohérent et stable dans les préférences qui guident ce choix : il ne change pas d'un jour à l'autre. Enfin, c'est un être volontaire qui n'est pas influencé par son environnement,



Éric Singler

mais uniquement par son intérêt souvent égoïste et pécuniaire. »

Éric Singler considère l'homme, sous

l'angle du consommateur, comme étant en fait un « **Homer Simpson** ». Nos décisions sont effet prises suivant une combinaison de caractéristiques très éloignées des postulats classiques :

- Nous sommes des logiciens chaotiques
- Nous sommes des êtres d'émotion
- Nous sommes des êtres sociaux
- Nous sommes des êtres de contexte
- Nous sommes des êtres d'habitude
- Nous sommes des êtres d'intuition étrangers à nous-même. »

L'ouvrage regorge d'expériences illustrant chacune de ces caractéristiques, souvent contre-intuitives.

Ainsi, une première illusion, sur notre capacité de logicien chaotique, expose que nous sommes des êtres de comparaison plus que de raison. Expérience menée sur deux groupes d'étudiants à qui, en 5

secondes (ce qui est impossible) est demandé le résultat, pour le premier groupe de $8 \times 7 \times 6 \times 5 \times 4 \times 3 \times 2 \times 1$ et pour le second de $1 \times 2 \times 3 \times 4 \times 5 \times 6 \times 7 \times 8$. Le premier groupe donne 2.250 et le second 520 (la valeur est de 40.320).

Nous raisonnons en fait à partir de repères qui agissent comme de véritables ancrs. Ces ancrs sont relatives et n'ont pas de vérité absolue. Dans la première série, les premiers chiffres sont élevés alors que dans la seconde, ils sont faibles.

La relativité de nos ancrs est démontrée dans leur dépendance au contexte dans cet exemple. Deux options sont proposées :

- A : « Si le programme A est adopté, 200 vies seront sauvées. »

- B : « Si le programme B est adopté, il y a une probabilité de 1/3 que 600 personnes soient sauvées et de 2/3 que personne ne soit sauvé. »

Les étudiants optent pour A, la probabilité que personne ne soit sauvé jouant en défaveur de B. L'intérêt est dans la formulation des hypothèses qui suivent, proposées à un autre groupe :

- C (identique à A) : « Si le programme C est adopté, 400 personnes décéderont. »

- D (identique à B) : « Si le programme D est adopté, il y a une probabilité de 1/3 que personne ne meure et de 2/3 que les 600 personnes meurent. »

Dans ce cas de figure, la majorité des étudiants optent pour D.

Éric Singler décrit une approche scientifique de la formulation de nos décisions d'achat, de passage à l'acte qui permet de poser les bases d'une création *marketing* pouvant tout naturellement être remarquablement efficace dans la manipulation des citoyens. Aussi tient-il à préciser que ces techniques, utilisées pour les campagnes d'informations publiques, sont encadrées, à dessein du mieux-vivre.

Un citoyen avisé en valant deux, il est nécessaire de bien méditer les résultats et objectifs de ces travaux du « Nudge marketing ».

Jean LATOUR

(1) Éric Singler - **Nudge marketing. Comment changer efficacement les comportements**, préface du professeur Olivier Oullier, Éd. Pearson, mai/2015, 368 pages, prix public : 29 €.

Pax kremlinale

L'intervention militaire russe en Syrie s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale et régionale qui marque un tournant décisif dans l'histoire du Proche et du Moyen-Orient.

« L'histoire de ses relations avec le monde arabe n'a pas suivi un cours droit, un dessein précis. Les changements d'attitude envers un pays ou un autre et d'une étape à l'autre ont souvent déconcerté. Pourtant, à regarder en arrière, à reconstruire après-coup, tout s'organise et s'éclaire. » On aimerait qu'il en aille de même aujourd'hui que pour la période 1955-1975 décrite dans son tout premier ouvrage de référence à sciences-po sous le titre *La politique soviétique au Moyen-Orient* par Hélène Carrère d'Encausse. Ce fut en effet l'apogée d'une influence et à bien des égards la politique russe actuelle renoue avec cette période qui fut l'une des plus marquantes de la guerre froide.

Les positions russes en Syrie, à Lattaquié, datent de 1972-1973 juste avant l'échec final de cette stratégie face à l'activisme diplomatique de Kissinger qui, après la guerre de Kippour (octobre 1973), sut rassembler autour de Washington le monde arabe aux exceptions notables de la Syrie et de la Libye. Le monde kisingérien a sombré depuis la guerre en Irak. Historiquement, le Moyen-Orient est entré dans un nouveau cycle où la Russie, qu'elle soit tsariste, soviétique ou poutinienne, fait à nouveau partie du jeu. Moscou a su correctement analyser le vide de puissance et saisir les opportunités qui s'offraient sans ligne préconçue, faisant preuve d'une grande capacité de manœuvre et d'une faculté d'adaptation rapide, seule parmi les puissances internationales.

C'est à cette aune qu'il faut apprécier le différend russo-turc. Quelles que soient les versions sur la destruction fin novembre d'un Sukhoi SU-24 russe par des F-15 turcs, l'incident n'a fait que précipiter un processus rendu inéluctable. Les relations entre Moscou et Ankara connaîtront encore des hauts et des bas, des

périodes d'apaisement et des temps d'affrontement. La Russie a de la Turquie une vision « interne » : la Turquie fait partie intégrante de l'histoire russe non seulement par la lutte multiséculaire avec l'Empire ottoman mais par l'influence turque sur les Musulmans russes aujourd'hui dans les Républiques séparées de la fédération russe en Asie centrale mais aussi les Tatars et les Caucasiens au sein de l'Union.

Les Turcs, quant à eux, vivent un syndrome d'encerclement par la Russie : dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, depuis l'Arménie, l'Abkhazie, la Crimée, la Bulgarie, la Grèce, Chypre, le pays alaouite (qui revendique le sandjak d'Alexandrette, district de Hatay ou a eu lieu l'incident aérien et que la France mandataire a détaché de la Syrie en 1939 dans des conditions pas très différentes de celles du don de la Crimée à l'Ukraine en 1956), pour finir avec le Kurdistan. Moscou se réjouit quand Bagdad demande à Ankara de retirer son petit contingent militaire de la région de Mossoul. Les Russes ne manquent pas d'entrées auprès du PKK en Turquie et en Syrie. Les Kurdes irakiens sont divisés. Sans parler des Iraniens. Tout cet ensemble ouvre un champ d'action sans précédent récent pour l'influence russe.

Certes Bachar el-Assad n'est pas Nasser. Mais justement chacun doit avoir appris de ses échecs, franco-britanniques à Suez, américains en Irak, israéliens où avec un million de Russes, Poutine a retrouvé des interlocuteurs. Reste l'Arabie séoudite supposée immuable mais qui a senti le besoin de resserrer les rangs de l'umma sunnite rendus plus perméables au discours du Kremlin.

La guerre des six jours (juin 1967) avait paradoxalement ouvert la voie à une *pax sovietica* dans ce Moyen-Orient insaisissable et mouvant. La guerre de Syrie pourrait conduire à une pax kremlinale si l'on peut risquer ce terme qui rime avec terminale et subliminale. Car si Poutine en est l'ordonnateur suprême, on aura compris que cette paix est plus structurelle que conjoncturelle.

Yves LA MARCK

Brèves

Turquie, le 23 décembre : Les petits-enfants de l'ancien sultan **Mehmed V**, qui régna sur l'Empire ottoman de 1909 à 1918, réclament au gouvernement turc la restitution de leurs terres et propriétés. Une plainte a été déposée en ce sens auprès de la cour cadastrale d'Anatolie.

Barbade, le 2 janvier : Le gouvernement de la Barbade a confirmé qu'il entendait abolir la monarchie britannique cette année et entamé une campagne afin de convaincre la population de la nécessité de proclamer la République. Le gouvernement de la Barbade a toutefois assuré qu'il demeurerait au sein du Commonwealth après la déchéance de la reine **Élisabeth II**.

Russie, le 2 janvier : L'Église orthodoxe annonce qu'un nouveau groupe d'experts va être formé pour analyser une nouvelle

fois les restes présumés de la **famille impériale** en dépit des résultats ADN positifs révélés par l'actuelle commission d'enquête mise en place par le gouvernement russe.

Liechtenstein, le 7 janvier : Le prince **Hans-Adam II** a, dans un entretien accordé à la radio de la principauté, dénoncé toute idée d'adoption d'enfants par les couples de même sexe et confirmé qu'il refuserait tout vote d'une telle loi qui serait selon lui contraire aux valeurs traditionnelles et chrétiennes de la famille. Un message de nouvel an qui a soulevé l'indignation des partis d'opposition de gauche et notamment des écologistes, dans une monarchie dont le prince possède un droit de veto élargi. de président.

Frédéric de NATAL

Une réduction volontaire des naissances

Ancien élève de l'École Normale Supérieure, Gilles Pison est professeur au Muséum national d'histoire naturelle et directeur de recherche à l'Ined. ⁽¹⁾ Il enseigne aussi à l'École des Ponts ParisTech et est également rédacteur en chef de *Population et Sociétés*. Il étudie les changements démographiques et sanitaires dans le monde.

Royaliste : La croissance démographique est-elle un phénomène récent ?

Gilles Pison : On estime qu'il y a 2000 ans, nous étions peut-être 250 millions d'habitants. Au cours des millénaires suivants, la population a augmenté lentement. À la fin du XVIII^e siècle, on approchait du milliard d'habitants sur la planète. Puis, une fois le seuil franchi, on voit une accélération rapide : deux milliards sont atteints en 1927, trois milliards en 1960, cinq milliards en 1974. Les démographes prévoient huit milliards en 2023. À l'échelle mondiale, chaque quatre secondes, il naît en moyenne quatre à cinq bébés et deux personnes quittent la Terre. Le taux d'accroissement annuel est alors d'un peu plus de 1 % par an. Cela correspond à un doublement de la population tous les soixante ans. Cependant, rassurez-vous, on ne devrait pas atteindre des centaines de milliards d'humains. Les démographes estiment que le nombre d'habitants devrait continuer de croître et atteindre peut-être jusqu'à dix à onze milliards, mais qu'une fois arrivée à ce chiffre, la population ne devrait plus guère augmenter.

Royaliste : Pourquoi la population s'est-elle mise à croître plus rapidement ?

Gilles Pison : En 1800, partout sur la planète, il y avait un quasi équilibre démographique. Un couple mettait au monde, en moyenne six enfants. La majorité de ces nouveaux nés mourrait en bas-âge et seulement deux arrivaient à l'âge adulte. À l'échelle locale, la population augmen-

tait mais, périodiquement, des famines, des épidémies décimaient la population qui mettait trois générations pour récupérer. À la fin du XVIII^e siècle, en Europe de l'Ouest ainsi qu'en Amérique du Nord, en relation avec le développement socio-économique ainsi que les premiers progrès de l'hygiène et de la médecine, la mortalité se met à diminuer, notamment la mortalité infantile. Dans le même temps, les familles continuent à avoir beaucoup d'enfants, et un excédent des naissances sur les décès apparaît. Au bout d'une ou deux générations, on réalise que les enfants survivent en plus grand nombre et qu'il faut nourrir, habiller, inscrire à l'école ces nombreux enfants... Apparaît un nouveau comportement : la limitation volontaire des naissances. La mortalité poursuit sa baisse. Les deux courbes, de natalité et de mortalité, se rejoignent à un niveau bas et se stabilisent. Cette période de deux siècles, que les démographes appellent « la transition démographique » a entraîné la multiplication de la population européenne par quatre (sans compter les migrants qui sont allés peupler les colonies).

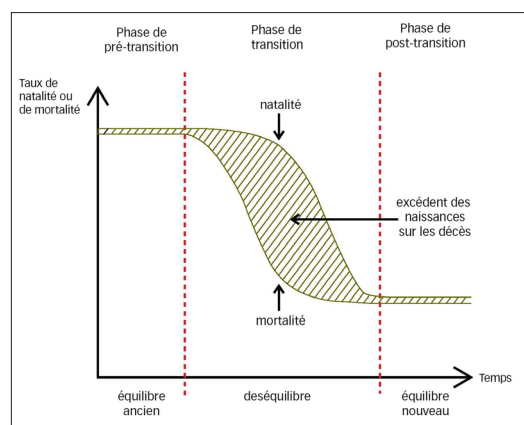
Royaliste : Qu'en est-il des pays émergents ?

Gilles Pison : La transition démographique a eu lieu ou est en cours, également dans les autres continents. En Afrique, la mortalité recule même si elle reste la plus élevée au monde. Cela s'accompagne depuis quelques années d'une baisse de la fécondité même si elle reste élevée. On estime que, comme en Asie ou en Amérique latine où les femmes n'ont plus que 2,3 enfants en moyenne, l'Afrique devrait connaître une baisse de sa fécondité. Pour l'instant elle en est au milieu de la transition, là où la croissance est la plus forte. L'Afrique compte aujourd'hui 1,2 milliard d'habi-

tants. En 2100, la population africaine pourrait dépasser les quatre milliards. Actuellement, un habitant de la Planète sur six vit en Afrique, en 2050 ce devrait être un sur quatre et en 2100 ce pourrait être un sur trois, voire un sur deux...

Royaliste : Peut-on réguler le nombre de naissances par l'action politique ?

Gilles Pison : Les démographes utilisent les projections de population pour calculer ce que pourrait être la population à venir en se fondant sur des hypothèses concernant l'évolution de trois paramètres : la mortalité, la fécondité et les migrations. Imaginons un tyran mondial qui décide de limiter la fécondité à 1,5 enfant par femme en moyenne contre 2,5 aujourd'hui, ceci dès



maintenant. La population ne diminuerait pas, mais continuerait d'augmenter pendant encore pendant plusieurs dizaines d'années en raison de l'inertie démographique.

L'État le plus peuplé est encore la Chine (1,4 milliard d'habitants). L'Inde la talonne avec ses 1,3 milliard d'habitants. En 2030, les deux pays auront à peu près la même population et en 2100, l'Inde devrait avoir nettement dépassé la Chine avec peut-être 1,5 milliard d'Indiens alors que les Chinois pourraient être repassés en dessous du milliard, selon les projections moyennes de l'ONU. Ce rattrapage est quasiment acquis : si l'on examine le nombre de naissances par année dans les deux pays, on voit que cela fait pratiquement quarante ans qu'il est né plus de bébés en Inde qu'en Chine. Les Indiens sont appelés à devenir plus nombreux que les Chinois dans les années à venir, probablement avant 2030, même si la mortalité reste plus élevée en Inde qu'en Chine.

Royaliste : La politique de l'enfant unique a dû fortement limiter la natalité en Chine ?

Gilles Pison : C'est plus compliqué que cela. Dans les deux pays, on dénombrait 5-6 enfants par femme jusque dans les années 1960, et ce chiffre a beaucoup baissé : en Chine on compte 1,7 enfant par femme, en Inde 2,4. En Thaïlande, on observe une courbe d'évolution de la fécondité similaire à celle de la Chine, de même à Hong Kong. Pourtant, ni l'un, ni l'autre n'ont eu de politique de l'enfant unique. Notons que cette politique a été appliquée par Deng Xiaoping en 1978 alors que la baisse était déjà bien engagée et que les Chinoises avaient déjà moins de trois enfants. Je ne dis pas qu'il n'y a eu aucune influence mais elle n'est pas aussi importante qu'on pourrait le croire au premier abord. Le gouvernement indien a souhaité réduire la croissance de sa population dès son indépendance. Il a donc mis en œuvre une politique de réduction de la natalité avec notamment des campagnes de stérilisation forcée. Cela n'a eu aucun effet, la croissance a même accéléré à l'époque ! Mais ces campagnes, brutales et mal acceptées, ont entraîné la chute du gouvernement d'Indira Gandhi !

Royaliste : Mais finalement, à quoi cela a-t-il servi ?

Gilles Pison : Pensez-vous qu'en supprimant la politique de l'enfant unique, les Chinois vont connaître un boom démographique ? Dans les grandes villes chinoises, on n'est même pas à un enfant par famille. Les jeunes couples chinois qui vont à l'université n'ont pas beaucoup d'enfants et déjà pour un certain nombre d'entre eux, il y avait déjà la possibilité d'avoir deux enfants (si au moins un des deux était un enfant unique). Pourtant, très peu ont deux enfants. Un taux de fécondité ne se discute décide pas en conseil des ministres, c'est d'abord l'affaire des familles. Une politique démographique n'a d'effet que si elle accompagne le souhait des familles.

Royaliste : Parlons de la France !

Gilles Pison : En 1870, on a attribué la défaite française à l'histoire démographique, très particulière, de la France. Notre pays a été le premier pays à voir son taux de natalité baisser alors qu'en Angleterre, il augmentait et qu'en Allemagne il se maintenait. En 1800, il y avait, sur le territoire allemand actuel, 15 millions d'habitants et outre-Manche moins de 10 millions de Britanniques alors qu'en France nous étions 30 millions. Nos hommes politiques pensaient que si l'on avait perdu contre les Prussiens, cela venait en partie de ce que les Français ne faisaient pas assez d'enfants, du fait de la baisse précoce de la fécondité en France.

D'où les politiques natalistes qui ont été mises en place peu après.

Royaliste : Peut-on dire dès lors que l'histoire n'a aucune influence sur la démographie ?

Gilles Pison : Bien au contraire, je vous invite à vous pencher sur la pyramide des âges en Russie. On y lit un siècle d'histoire. La pyramide de la Fédération de Russie, tout comme celles des autres pays de l'ex-URSS, ont une forme de sapin de Noël, avec une succession de creux et de bosses qui reflètent l'histoire tourmentée de ces pays. Pendant la Seconde Guerre mondiale, on voit un net recul du nombre de naissances mais une reprise se dessine à la sortie de la guerre. Du côté des hommes, la pyramide est amputée, du fait du nombre de combattants morts au front. Cela explique l'écart avec les femmes.

Royaliste : Ce que l'on voit aussi sur la pyramide des âges c'est le vieillissement de la population d'un certain nombre de pays... N'est-ce pas très préoccupant ?

Gilles Pison : L'âge médian, à l'échelle de l'humanité, est de 29-30 ans. Partout, la population est en train de vieillir. Le pays le plus âgé est le Japon avec un âge médian de 46 ans, au même niveau que l'Italie. Cela peut être en effet préoccupant pour des États comme la Chine où la solidarité familiale disparaît et où les politiques de retraite et de prise en charge des aînés sont très discrètes sinon inexistantes. L'État chinois devrait dès lors, profiter de la croissance économique pour développer une solidarité entre les générations.

Royaliste : Observe-t-on le même phénomène en France ?

Gilles Pison : La population vieillit aussi en France, mais depuis la fin du baby-boom, le nombre de naissances est à peu près constant. En Allemagne, il a diminué régulièrement et les décès sont supérieurs aux naissances. S'il n'y avait pas d'immigration, la population diminuerait. Mais le déficit de naissances (200 000 par an) y est plus que compensé depuis quelques années par un solde migratoire positif important.



Gilles Pison

Royaliste : Certains, en France, ont le sentiment d'être « envahis » par les immigrés. Ce n'est donc pas qu'une impression ?

Gilles Pison : Le solde migratoire français est dix fois plus faible qu'outre-Rhin. Les migrants choisissent les pays où ils vont, notamment les migrants qualifiés. La France n'est pas très attractive, le solde migratoire estimé par l'Insee n'étant que de 45 000 par an. L'expatriation des nationaux semble par ailleurs prendre de l'ampleur, mais ce phénomène est difficile à mesurer.

Royaliste : Ne croyez vous pas que la population se réglera d'elle-même, du fait du manque de nourriture sur la planète par exemple ?

Gilles Pison : Beaucoup de gens ont l'image de la population mondiale comme d'un bocal de mouches. À un moment, la rareté des ressources pousserait à une réduction de la fécondité et une augmentation de la mortalité. Il se trouve que les humains n'ont pas le sentiment d'être trop nombreux ou de vivre en situation de pénurie. Au contraire, les hommes n'ont jamais si bien vécu si l'on considère les critères comme l'espérance de vie. Thomas Malthus avait cette vision du bocal de mouches et voyant la population anglaise augmenter de manière importante, il craignait que l'on ne courût à la catastrophe. Pourtant, depuis, la population a été multipliée par six et rien de dramatique ne s'est passé, au contraire le niveau de vie et le confort ont augmenté. Si le comportement a changé, ce n'est pas pour des raisons biologiques mais bien par une réduction volontaire des naissances.

**Propos recueillis
par Yvonne RICHTOFEN**

(1) <http://www.ined.fr/fr/recherche/chercheurs/Pison+Gilles/>

L'histoire ou la fatalité ?

Pour connaître et comprendre les causes de la Première Guerre mondiale et les conditions dans lesquelles la révolution russe a éclaté, les analyses de Dominic Lieven et les sources inédites qu'il a utilisées sont indispensables.

Le titre de l'ouvrage (1) n'est pas trompeur : l'histoire de la Russie, racontée à partir d'un immense fond d'archives inédites, est au cœur du récit de l'historien britannique. Mais c'est toute l'histoire européenne dans les décennies précédant la Première Guerre mondiale qui est examinée sous divers angles : jeu diplomatique, influence personnelle des principaux protagonistes, forces profondes matérielles, idéologiques, mythologiques... qui influent sur les chefs d'État.

Français, Belges ou Britanniques, nous avons naturellement tendance à privilégier les rapports de force en Europe de l'Ouest, même si nous n'oublions pas Tanger et Sarajevo. Le paysage est différent si l'on s'installe mentalement à Saint-Petersbourg en compagnie de Dominic Lieven. On s'aperçoit alors qu'il faut porter un regard très attentif sur Kiev, à l'intérieur de l'empire des tsars, et sur Istanbul-Constantinople de l'autre côté de la mer Noire.

L'historien britannique affirme, dès la première phrase de son introduction, que « la question ukrainienne joua un rôle de premier plan dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale. » Sans l'Ukraine, la Russie impériale ne serait pas devenue une grande puissance et l'Allemagne aurait probablement dominé l'Europe. Il faut par ailleurs se souvenir que le quart de la population ukrainienne vivait avant 1914 dans l'empire des Habsbourg. Or Vienne, qui cultivait comme Berlin le mythe de l'affrontement entre Slaves et Germains, se méfiait de ses sujets slaves et redoutait un soutien de Belgrade au nationalisme ukrainien.

Il faut aussi s'intéresser de près à l'empire Ottoman et à la classique question des

détroits. Pour les Russes, Istanbul est l'antique Constantinople et Byzance, le cœur de l'orthodoxie. La conquête d'Istanbul et le contrôle des détroits figuraient parmi les objectifs possibles de la Russie alors que l'Allemagne s'implantait solidement sur le territoire ottoman : la rivalité entre Berlin et Saint-Petersbourg autour de l'empire ottoman devint la cause centrale de la méfiance entre le Tsar et le Kaiser.

N'imaginons pas, cependant, des initiatives diplomatiques fatalement déterminées par des constantes historiques et des intérêts commerciaux, selon les pentes naturelles des nationalismes et des impérialismes. L'image de chefs d'État, de diplomates et de militaires marchant en aveugles vers l'abîme est complètement fautive. Les pages très documentées que Dominic Lie-



Dominic Lieven

ven consacre aux « décideurs » font apparaître une proportion élevée de ministres et d'ambassadeurs aussi intelligents que lucides sur les enjeux et les risques des différentes stratégies possibles. Certes, Guillaume II est un dangereux imbécile, imbibé d'idéologie raciale et persuadé que les peuples slaves sont destinés à devenir les esclaves des Allemands mais Theobald von Bethmann Hollweg est un homme d'État remarquable. Certes, Nicolas II est un incapable doté d'une intelligence peu déliée mais Serge Witte, Piotr Stolypine, Alexandre Izvolski, ministre des Affaires étrangères de 1906 à 1910, Grigori Troubetskoï et Sergueï Sazonov sont de grands et bons serviteurs du trône chancelant.

Coupée du peuple, l'élite russe est consciente de la fragilité du régime, surtout

en cas de guerre : dans un mémorandum remis au Tsar en février 1914, Piotr Dournovo, ancien ministre de l'Intérieur, annonçait une guerre longue et la révolution en cas de défaite militaire... Libéraux, conservateurs, slavophiles ou non, les dirigeants russes incarnent divers courants et expriment diverses orientations en fonction d'un jeu diplomatique européen qui reste mouvant jusqu'en juillet 1914 malgré la crise bosniaque et les guerres balkaniques. La rivalité anglo-russe s'accroît, beaucoup, à Berlin, se déclarent partisans d'une cogestion germano-britannique de l'expansion coloniale et, malgré les alliances, il n'est pas certain que l'Angleterre participera à une guerre sur le continent...

Dès lors, quels sont les principaux responsables de la catastrophe ? D'abord l'Autriche, explique Dominic Lieven. Dès octobre 1913, le Conseil des ministres autrichien décida de rayer la Serbie de la carte pour rétablir la position autrichienne dans les Balkans et supprimer le danger nationaliste slave - ukrainien - dans l'empire. Ensuite l'Allemagne qui refusa en 1913 d'appuyer une offensive autrichienne contre la Serbie et qui promit à Vienne un soutien inconditionnel le 5 juillet 1914, quelques jours après l'attentat à Sarajevo. Les décisions de Guillaume II et de Bethmann Hollweg sont difficiles à comprendre si l'on exclut l'hypothèse d'une volonté allemande de se tailler un empire en Europe pour rivaliser plus tard avec les États-Unis - mais il est probable que les dirigeants allemands n'ont pas été totalement conscients de la portée de leur bellicisme.

En Russie, comme l'avait prévu Piotr Dournovo, les revers militaires provoquèrent la révolution. « Loin de jouer le rôle du principal rassembleur, la monarchie, en janvier 1917, devenait au yeux d'un nombre croissant de personnes le plus gros obstacle à la victoire », constate Dominic Lieven. Tout pouvoir coupé du peuple est condamné à disparaître.

Bertrand RENOUVIN

(1) Dominic Lieven - **La fin de l'empire des tsars, Vers la Première Guerre mondiale et la Révolution**, traduit de l'anglais par Andreï Kozovoï. Éd. des Syrtes, avril/2015, 504 pages, prix public : 25 €.

(2) Voir aussi : Dominic Lieven - **La Russie contre Napoléon, La bataille pour l'Europe**, traduit de l'anglais par Antonina Roubichou-Stretz. Éd. des Syrtes, 2012, 625 pages, prix public : 28 €.

En mémoire du frère Serge Bonnet

Frère, oui, c'est sous ce nom que les fils de Saint Dominique, tout comme ceux de Saint François, continuent à être désignés et salués. Même si l'appellation d'ordres mendiants est devenue quelque peu désuète, elle continue à renvoyer à une vocation singulière, celle de religieux vivant au cœur de la cité pour prêcher l'évangile, tout en restant fidèles aux vœux monastiques. Le frère Serge Bonnet, qui vient de nous quitter, aura incarné pour notre temps cette vocation, en lui conférant une dimension exemplaire, qui émeut ceux qui gardent son souvenir authentique. C'est Daniel Rondeau, l'écrivain qui fut aussi notre ambassadeur à Malte, qui aura le mieux évoqué la personnalité et la vie de celui qu'il avait si bien connu : « Frère prêcheur très attaché à son ordre (...) l'imposant dominicain encore grandi par sa robe blanche, sait aussi brandir le drapeau noir si la vérité est menacée. C'est un marcheur, un homme debout, il rayonne. Joie de Noël et de Pâques. Sa foi s'avance au devant de lui, elle le précède et l'annonce. On l'attend. Mieux : on l'espère. Serge Bonnet est toujours là pour baptiser, marier, enterrer. Son sourire, son verbe, sa liberté touchent tous ceux qui l'approchent, sans distinction de classe, de race, de milieu, croyants et incroyants. Il ranime, console, encourage. Les malades et les médecins dans les hôpitaux où il séjourne pour se soigner, les curés de campagnes en charge de trop de clochers, les vigneron de Toulon-la-Montagne, les ouvriers de la sidérurgie lorraine, mais aussi les énarques du ministère de la Culture... » Comment mieux exprimer une vie foisonnante un rayonnement sacerdotal, une charité universelle ? Mais frère Serge, c'était aussi une intelligence exceptionnelle, une culture supérieure, une curiosité sans limites...

J'en avais entendu parler, avant de le rencontrer, notamment par Pierre Boutang, qui l'avait connu très jeune, fréquentant ses conférences au quartier latin. Pourquoi ne pas dire qu'il avait aussi des convictions politiques fort proche des nôtres et qu'il fut d'ailleurs lecteur de ce journal ? Faut-il préciser que ferme dans sa pensée, il ne se comporta jamais en partisan. Il pouvait être très proche - j'en fus le témoin - de gens dont-il réfutait par ailleurs les opinions politiques ou religieuses. Simplement, il avait la liberté ample de l'intelligence et du cœur. C'est sans doute, ce qui explique la nature étonnante de sa culture, apte à voguer des plus grands sommets aux soucis des plus humbles. Là encore, c'est Daniel Rondeau qui dit les choses au plus juste : « Le savoir n'est pour lui ni une citadelle où se royaumer, ni un trône où raffermir une autorité mandarinale (mais il regrette que depuis Saint Thomas d'Aquin et Saint Bonaventure, la sainteté ne voisine pas plus souvent l'intelligence). Serge Bonnet est un épigone de Dom Mabillon, ce bénédictin de Saint-Maur, installé au cœur de Saint Germain-des-Prés et de la Première République des Lettres en "champenois de nation", lui aussi. »

Mabillon ! Tout comme Daniel Rondeau, c'est lui qui me l'a fait connaître. Alors qu'il ne m'évoquait qu'une station du métro parisien. Je ne saurai plus dire quand il était intervenu au *Nouvel Observateur* pour faire l'éloge du plus savant des moines mauristes. J'en avais été saisi. Quelques années plus tard, le retrouvant

dans le cadre exceptionnel de l'abbaye royale de Royaumont, j'avais échangé avec lui sur le portrait que fait de Mabillon, Blandine Kriegel dans le premier volume de son étude sur *Les historiens et la Monarchie*. Enfin, pleine justice avait été rendue au religieux de Saint Germain-des-Prés, savant hors du commun, qui sait que la foi qui ne cherche pas l'intelligence n'est pas digne d'elle. Mabillon qui conféra à l'érudition chrétienne ses règles de scientificité était devenu le modèle même de la rigueur intellectuelle sans jamais déroger à l'élan de l'esprit. C'est Serge Bonnet qui permettra ainsi au bénédictin d'entrer dans la collection *Bouquins* dirigée précisément à l'époque par son ami Rondeau.



Mais la curiosité intellectuelle de frère Serge n'est nullement indifférente à notre modernité. Le champenois, sans trahir sa province, a franchi la frontière lorraine et il va se passionner pour l'histoire de la sidérurgie, au moment où celle-ci entame sa crise terminale. C'est toute l'épopée de la civilisation industrielle qui se déploie à ses yeux avec ses grandeurs et ses misères. Ils ne s'inscrivent pas du tout dans l'historiographie marxiste, il est même persuadé que c'est dans un autre cadre épistémologique qu'il convient de restituer dans sa véracité la réalité plénière d'une aventure, parce qu'il en a rencontré les acteurs, aussi bien ouvriers que patrons. C'est parce qu'il avait été envoyé sur place comme responsable d'une équipe de prêtres ouvriers dans le bassin minier qu'il avait pu écrire les quatre volumes d'histoire et de sociologie de *L'Homme de fer*. Il lui avait fallu aussi rassembler dans un presbytère de campagne les quelques six tonnes de documentation qu'il avait compulsée avec la maîtrise d'un bénédictin de Saint Maur. (Il remettra par la suite tout cet ensemble au CNRS auquel il avait longtemps appartenu). Son amour de la classe ouvrière ne le fait pas dédaigner les de Wendel, qui sont quand même aux origines de l'entreprise. Une héritière de la famille ne lui avait-elle pas préparé, un soir où il travaillait au château d'Hayange, une omelette dont-il avait gardé en mémoire la recette et qu'il cuisinera lui-même plus tard pour le régal de ses hôtes ?

Ce détail prosaïque nous permet de revenir sur sa proximité amicale, car cet érudit, ce religieux profond avait bien ce contact exceptionnel rappelé par Daniel Rondeau, et qui se déployait à merveille lorsqu'il déployait à la radio ses talents de prédicateur auprès du plus large public. Cela explique comment dans le cours des années soixante, il avait pris feu et flamme au service de la religion populaire, celle des humbles, celle de son enfance, celle de la campagne, qui se trouvait en proie à la fureur iconoclaste d'un certain progressisme, prétendant éradiquer ce qui restait de paganisme dans les rites religieux. C'est le fils du peuple armé de la puissance de l'érudit qui allait brandir l'étendard noir de la révolte pour défendre la foi des humbles et montrer sa valeur humaine et spirituelle. Ainsi avait-il recueilli *Les prières secrètes des Français*, et mis en valeur un langage pour le ciel qui n'était pas hors sol. Hélas, c'est atteint par un Alzheimer tenace qu'il a passé ses dernières années. Néanmoins, son ami de jeunesse, le frère Bernard Bro, en le visitant, retrouvait dans son visage un sourire qui ne s'était pas éteint.

Gérard LECLERC

Yann Raison du Cleuziou - **Serge Bonnet : défense du catholicisme populaire**, Paris, Cerf, 2015, 708 pages.

Qui a peur de Matzneff ?

Cinquante ans plus tard, M le maudit a traversé les flammes, et irréductible force de la nature, il demeure une lecture essentielle, in-dis-pen-sable, pour tout amoureux de la vie et de la littérature.

Quant il s'agit de Gabriel Matzneff, je suis incapable d'être objective : j'ai le sentiment d'avoir grandi avec lui, de m'être éveillée au monde à travers son regard bleu perçant, bercée par ses mots, cette belle langue française qu'il honore à chaque page qu'il écrit.

Celui qui espère lire un nouveau réquisitoire contre Gabriel Matzneff, qu'il tourne la page, car je ne saurais que lui rendre hommage, et lui témoigner le respect et l'amour qu'il m'inspire. Et c'est cela l'essentiel : cette incroyable capacité d'un homme touché par la grâce, à transmettre à ses lecteurs une philosophie de l'amour aux antipodes de la sécheresse de cœur qui prévaut autour de nous. Je crois que c'est cette force de l'amour qui a été le fil conducteur de son œuvre telle que je l'ai découverte.

C'est parce qu'il aime que Matzneff écrit ces pages magnifiques sur l'orthodoxie ; c'est parce qu'il aime qu'il nous donne à voir des banquets de mousquetaires ou des dînettes en tête à tête dans ce qu'il appelle « son cagibi ». Matzneff et ses maîtres, Matzneff et ses petites amies (certes jeunes, mais toujours consentantes), Matzneff et ses personnages de roman : ce sont toujours de grandes histoires d'amour qui naissent dans ses pages, et qu'il partage avec nous. C'est sans doute ce qu'on lui reproche, à l'âge du matérialisme roi, et des esprits chagrins qui guettent aux rideaux : Matzneff aime trop, et il est trop aimé. Cela

le rend incorruptible, et peut-on faire confiance à ce qui ne s'achète pas ?

Car Matzneff ne cède jamais, ne renonce jamais. En bientôt quatre-vingt ans d'une vie d'homme, et cinquante ans de vie littéraire, il est demeuré fidèle à ses idées et à son œuvre, qu'il a érigées comme une forteresse de sincérité face à ses détracteurs. Et cela, certainement, c'est insupportable, puisqu'il faut toujours s'excuser d'avoir dérogé au nouvel ordre moral qui s'est abattu sur notre société.

Impardonnables aussi les prises de position toujours à contre-courant de ce libertain politique, qui vote Mitterrand, et est ami de la NAR, (1) qui de ses chroniques dans *Combat* à celles qu'il publie régulièrement dans *Le Point*, n'en finit pas de défendre les indéfendables, et de nous faire l'honneur de nous parler comme à des êtres intelligents. Au bûcher l'esprit libre, l'anti-bourgeois, qui aime trop les adolescents, les moins de seize ans, les corps et les âmes encore purs, et crime suprême, qui ne s'en cache pas. Mais tant pis si les loups hurlent, car désormais Gabriel Matzneff est immortel : son œuvre est là, et elle nous survivra à tous.

Alors Monsieur Matzneff, en un mot comme en cent : Merci, et chapeau bas !

Alexie LAGADEC

(1) <http://archivesroyalistes.org/spip.php?page=recherche&recherche=matzneff>

Lacordaire

Il faut s'intéresser à Jean-Baptiste Lacordaire. Connu pour ses prédications, il est novateur dans son époque et son message social reste on ne peut plus de mise de nos jours. L'ouvrage d'Aimé Richardt ⁽¹⁾ permet de le (re)découvrir.

Le père Lacordaire n'était pas destiné à devenir ecclésiastique, ce rejeton d'une famille bourguignonne est d'abord devenu avocat avant de découvrir sa vocation, arrivé à l'âge adulte. Ses débuts ont pourtant été difficiles, son séjour au séminaire d'Issy-les-Moulineaux ne s'étant pas déroulé au mieux. Il faut dire qu'il est déjà atypique, aussi lui faudra-t-il attendre plus qu'il n'est généralement nécessaire pour devenir prêtre, au point qu'il songeât à abandonner l'habit pour s'exiler aux États-Unis.

Sa rencontre avec Lammenais et Montalembert est alors déterminante et il va avec eux être l'un des animateurs de *l'Avenir*, journal fort controversé qui alla même jusqu'à gêner l'épiscopat, malgré la protection qu'accorda à Lacordaire Mgr de Quelen, archevêque de Paris qui vaut beaucoup mieux que ce qu'il a laissé dans l'histoire. *L'Avenir* ira jusqu'à réclamer, déjà, la séparation de l'Église et de l'État, ce qui fera scandale et entraînera à terme la chute du journal et les difficultés que connaîtra Lammenais avec la hiérarchie catholique. Le pape condamnera d'ailleurs la doctrine et tous se soumettront, sauf Lammenais, ce qui amènera la rupture entre les deux hommes.

En 1834, grâce à une habile protection, Lacordaire va donner des conférences à Stanislas qui feront scandale et seront vite supprimées. Pourtant, le soutien de Mgr de Quelen ne va pas se démentir et il invitera le jeune prédicateur à venir par-

ler à Notre-Dame. Le succès va être foudroyant et ne se démentira jamais, d'où qu'il parle en France.

L'avantage de ce livre c'est d'abord de dresser un tableau de ce qu'était l'Église de France après la Révolution, ensuite de donner largement la parole à Lacordaire, ce qui permet à Aimé Richardt de ne rien perdre de ses motivations et de son message. Devenu dominicain et aidant puissamment à leur réinstallation en France, le frère Lacordaire est en prise avec son siècle et s'intéresse surtout à la question sociale, domaine dans lequel ses propos auront une considérable importance.

Brièvement passé par la politique, puisqu'il fut élu député en 1848, il s'aperçut vite que telle n'était pas sa voie et se concentra sur l'administration du couvent de Chalais qu'il avait fondé et anima par ses écrits et ses prédications. Lisez ce livre pour, déjà retrouver un prédicateur de première qualité et de première importance, ensuite pour vous rendre compte que chacune de ses phrases a traversé le temps et demeure aujourd'hui, au temps de l'argent triomphant, d'abord d'une qualité littéraire exceptionnel et ensuite constitue un bon moyen de garder les pieds sur terre ou de les retrouver.

Pascal BEAUCHER

(1) Aimé Richardt - *Lacordaire, le prédicateur et le religieux*, François-Xavier de Guibert, Paris, 2015, 236 pages, prix public : 18 €.

Actualités de la Nouvelle Action royaliste



Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain. Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'**Abonné des Mercredis** annuelle (15 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences. Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 20 janvier : Diplômé de Sciences-Po Paris, professeur de sciences économiques et sociales, chargé de cours à l'université Paris Sorbonne-Nouvelle, Frédéric FARAH a publié, avec Thomas Porcher, également économiste, une étude sur **les enjeux du traité transatlantique (TAFTA)** qui fait l'objet d'une négociation entre l'Union européenne et les États-Unis.

Cette négociation se déroule dans une extrême discrétion, voire dans le secret, alors qu'elle risque de transformer profondément la vie de centaines de millions de citoyens européens et étatsuniens. L'objectif du TAFTA est d'abaisser au maximum les barrières du commerce international afin de faciliter les échanges. L'aménagement des réglementations porte sur les produits alimentaires, la santé, les droits sociaux - donc sur des aspects primordiaux de l'existence quotidienne et de la vie sociale. Où en sont les négociations ? Quels en sont les dangers pour les citoyens et pour la souveraineté des États ? Comment provoquer un débat public sur le TAFTA ?

Mercredi 27 janvier : Historien, spécialiste des dynasties royales, fondateur de *Point de vue - Histoire* en 2009, Philippe DELORME est l'invité régulier de nos Mercredis parisiens. Il revient cette année parmi nous pour présenter sa biographie de **Louis XVII**. Le souvenir du jeune roi martyrisé est encombré de polémiques interminables. Malgré les analyses génétiques pratiquées sur le cœur de Louis XVII on continue à spéculer sur l'évasion du prisonnier du Temple...

Les thèses conspirationnistes et survivantistes ont fait oublier l'enfance du fils cadet de Louis XVI, élevé par des parents attentifs frappés en juin 1789 par la mort de leur aîné, le dauphin Louis-Joseph. Les prétentions des faux dauphins et des faux descendants de Louis XVII ont occulté la tragédie politique et personnelle vécue par cet enfant confronté à des geôliers impitoyables. Telle qu'elle résulte du travail de recherche accompli au fil des années par Philippe Delorme, l'histoire dans sa rigueur est plus saisissante que toutes les légendes.

Famille de France

31 décembre : Monseigneur le **comte de Paris** « en dépit des souffrances qui frappent la France » a exprimé ses vœux 2016 sur son compte Twitter.

21 janvier : « Une Messe célébrée à la demande de l'œillet Blanc pour le repos de l'âme du roi Louis XVI, aura lieu à Paris en présence du chef de la Maison royale de France, Monseigneur le **comte de Paris**, à 12 h 00, face au Louvre, en l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France. »

BERTRAND RENOUVIN
LA NATION ET L'UNIVERSEL
40 ANS DE DÉBATS
DANS ROYALISTE

Publié à l'occasion des quarante ans de la Nouvelle Action royaliste
IFCCE
COLLECTION CITÉ

La nation et l'universel,

prix public : 18 € (frais de port offerts gracieusement).

Règlement à l'ordre de la **NAR**
info@nouvelle-action-royaliste.fr

Abonnement, adhésion et librairie
règlement à l'ordre de :
la Nouvelle Action royaliste (NAR)

Souscription 2016
<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Grande braderie annuelle ! dans les locaux :

livres anciens
de 2 à 5 €
et livres récents
à moitié prix

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

Royaliste
Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.L. 13
38, rue Sibuet - 75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Dir. de la publication délégué :
Pascal Beaucher

Rédacteur en chef :
Alain Paul Nicolas

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

Grosses bévues

Sommes-nous les contemporains de notre temps ? Telle est la question qui doit tarauder du matin au soir les journalistes et les militants. Régis Debray nous le rappelle : en 1960 il y a des débats passionnés sur l'alternative entre le socialisme démocratique et la dictature du prolétariat alors que la classe ouvrière va disparaître ; en 1975, la campagne contre le Goulag bat son plein alors que les camps staliniens appartiennent au passé. (1) J'ajoute que les interventions divergentes dans les débats de l'époque exposaient à la damnation. Ceux qui défendaient la politique gaulienne étaient dénoncés comme suppôts du Grand Capital et ceux qui annonçaient la chute à terme de l'Union soviétique passaient pour des agents de la subversion rouge.

Lancée par François Hollande, la polémique sur l'inscription dans la Constitution de la déchéance de nationalité est un des exemples, poussé à l'absurde, de ces grosses bévues. Le débat politique devrait porter sur les conditions du renforcement et du déploiement des moyens policiers de lutte contre le terrorisme. Et les élus de la nation devraient s'interroger publiquement sur le déploiement de nos armes : faut-il continuer à jouer les supplétifs au Proche-Orient ou y déployer une diplomatie de long terme et concentrer toutes nos forces militaires en Afrique où nous sommes bien accueillis et où nous pouvons combattre efficacement la menace « djihadiste » - surtout celle qui est en train de surgir du chaos libyen ? Mais non ! On improvise une révision constitutionnelle tout en déclarant que la déchéance de nationalité des terroristes est inopérante et en faisant mine d'oublier que la législation actuelle sur l'état d'urgence et sur la déchéance de nationalité est soit suffisante soit facile à préciser par voie législative.

Depuis trente ans, le débat sur l'immigration occupe le devant de la scène. Rituellement, la droite annonce des mesures radicales - immigration zéro, suppression du droit du sol, limitation du regroupement familial - qu'elle abandonne lorsqu'elle revient aux affaires en raison d'impossibilités juridiques et d'inutilité pratique. Quant au débat sur l'islam, je lis que M. Ciotti propose d'inscrire les « racines chrétiennes » dans

la Constitution, entre autres déclarations tonitruantes sur l'identité nationale. Nos lecteurs savent que nous prenons au sérieux les questions migratoires, le débat sur l'organisation de l'islam français et, dans les limites assignées à une organisation politique, la réflexion sur les religions, (2) mais les débats sur ces questions ne doivent pas conduire à l'effacement des enjeux décisifs. On déclame à droite et à gauche sur l'identité nationale mais on se soumet aux diktats de Berlin et Bruxelles. On disserte à droite et à gauche sur la compétitivité, mais on accepte sans états d'âme la perte d'Alstom et la désindustrialisation du pays, accablante pour des millions de salariés et pour d'innombrables entrepreneurs. À droite, on concurrence le Front national sur les « immigrés », les « maghrébins », « l'islam » mais MM. Sarkozy et Juppé ne tentent jamais la moindre récupération des diatribes frontistes contre l'euro. On appâte l'électeur avec de la xénophobie verbale pour mieux lui imposer le carcan monétaire.



Le Front national est, lui aussi, un parti spécialisé dans la bévue historique.

Ce parti défend farouchement l'identité nationale contre l'immigration et l'islamisation fantasmées mais nous vivons avec Facebook, Twitter, Google, Amazon et Microsoft, nous mangeons chez McDonald's, les personnages de Star Wars peuplent notre imaginaire et le projet d'accord transatlantique est dangereux pour notre alimentation, notre santé, nos droits sociaux. Je ne plaide pas pour l'antiaméricanisme - notre vitalité culturelle, au sens le plus large du terme, est magnifique - mais pour une politique industrielle dynamique assortie de normes sanitaires et environnementales très contraignantes selon le programme de la Nouvelle Action royaliste qui est infiniment moins rentable que celui du Front national.

Nous ne sommes jamais certains d'être dans le mouvement de l'histoire qui se fait. Mais il faut tenter de réduire les incertitudes.

Bertrand RENOUVIN

(1) Régis Debray - *Un candide à sa fenêtre, Dégagements II*, coll. Blanche, NRF essais, Gallimard, déc./2014, 395 pages, prix public : 21 €.

(2) Je rendrais prochainement compte de l'ouvrage de Bernard Bourdin - *Le christianisme et la question du théologico-politique*, coll. Philosophie, Cerf, nov./2015, 576 pages, prix public : 39 €.